

ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE - FMH

La culture: de facteur de développement à pilier de la durabilité

1/2 Notes pour la généalogie de la durabilité

Par Eduard Miralles, collaborateur de l'Association Marcel Hicter

24 Février 2016

La culture: de facteur de développement à pilier de la durabilité

1/2 Notes pour la généalogie de la durabilité

Par Eduard Miralles, collaborateur de l'Association Marcel Hicter¹

Nous résidons, en tant qu'espèce humaine, à l'intersection de deux sphères ou systèmes en contact : la sphère de la nature et la sphère de la culture. Dans le cas de la première, nous n'en sommes qu'un effet, mais nous sommes fondamentalement une cause de la seconde. Si l'action humaine sur la nature obéit de plus en plus à une logique « culturelle » - l'environnementalisme, en ce sens, n'est que la conséquence d'un regard culturel sur la nature - l'importance croissante de la culture comme second habitat ou environnement primordial de l'humanité oblige à la penser depuis des perspectives toujours plus systémiques et écologiques.

La relation de notre espèce avec ces deux sphères a été différente et changeante, tout au long de l'histoire. Dans le domaine de la nature, nous avons été, durant des millénaires, des chasseurs et de cueilleurs. Nous avons commencé à développer une relation de domination sur la terre il y a à peine 5 000 ans, à travers son exploitation au moyen du travail, en la concevant comme source de richesses cumulables sous forme d'excédents, et l'espèce humaine s'est alors convertie en espèce sédentaire. Il y a tout juste 500 ans, nous avons découvert dans notre relation à la nature comment substituer le travail par le capital, capital qui, au cours des 250 dernières années, au moyen de machines fonctionnant par énergie, nous permet un accroissement des plus-values. Enfin, c'est au cours

des 50 dernières années que le différentiel dans la production de richesses se déplace vers la connaissance, le combustible et les matières premières de caractère non naturel sinon culturel, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité.²

Notre relation en tant qu'espèce avec la seconde sphère, celle de la culture, est également significative. Au-delà de la dichotomie classique - dans un certain sens discutable et surmontable - entre la culture conçue au sens anthropologique comme formes de vie et de pensée et la culture conçue au sens sociologique comme pratique artistique ; pour les siècles des siècles, la culture est restée en marge des logiques relatives premièrement à la production et à l'accumulation des richesses et ensuite aux approches liées au progrès et au développement. Ce n'est que jusqu'à l'avancée irrésistible des industries culturelles - l'industrie éditoriale et, plus tard, les industries phonographique et cinématographique - qu'au fil de ce que les penseurs de l'école de Francfort (Benjamin, Adorno, Habermas) ont appelé la « perte de l'aura » de l'œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité mécanique et l'inconvénient relatif des arts du spectacle « vivant » en ce qui concerne leur impossibilité de substituer force de travail au capital face à l'industrie culturelle³ naissante, quand ce que l'on connaît aujourd'hui comme « économie de la culture » commence à acquérir progressivement ses lettres de noblesse.

La lente reconnaissance de la culture en termes économiques constitue un processus parallèle à l'établissement de relations d'intensité progressive entre la culture et les notions de progrès, développement et durabilité (citées selon l'ordre rigoureux d'apparition sur la scène publique). Un processus qui débute vers la moitié du XX^{ème} siècle et qui est constitué d'événements clés comme la conférence « Mondiacult » inter-gouvernementale sur les politiques culturelles (convoquée par l'UNESCO et célébrée à Mexico en 1982), première grande réunion mondiale sur la culture où sont explicitées de manière officielle et pour la première fois des notions telles que « la dimension culturelle du développement » ou la nécessité d'une « démocratie culturelle » (dans la déclaration finale de

« Mondiacult⁴» on retrouve les échos de Mai 68 et le mal-être des pays non alignés face aux rigueurs de la guerre froide) ; événements clés comme la déclaration de la part de l'UNESCO de la période 1988-1997 comme « Décennie mondiale du développement culturel », qui culmine avec la publication du rapport final « Notre diversité créatrice »⁵, connu également sous le nom de son coordinateur, le diplomate péruvien Javier Pérez de Cuéllar, et enfin autre événement clé : la célébration en 1998 à Stockholm de la nouvelle Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement, dont le résultat final est un Plan d'action pour la culture et le développement⁶, toujours en vigueur à bien des égards.

Bien que nous devions reconnaître que l'impact de « Mondiacult », « Notre diversité créatrice » ou l'« Agenda de Stockholm » est plus lié, sur trente ou quinze ans, aux formulations théoriques relatives à la culture plutôt qu'à la formulation de politiques culturelles à l'échelle nationale, régionale ou locale beaucoup plus orientées vers la transformation sociale, urbaine et économique, il est vrai qu'à partir de ces événements, on consacre une conception déterminée de la culture conçue comme catalyseur ou comme facteur susceptible de contribuer au développement des territoires qui sera toujours plus important au cours des années à venir. En effet, il est possible d'établir un certain parallèle entre la dématérialisation de l'économie, toujours plus autonome, voire même extérieure, en ce qui concerne les modes de production de type classique et d'origine industrielle, la croissante centralisation de l'information, les connaissances et la culture dans les processus économiques (jusqu'au point où la « marque », comme la signature, ne sont plus un périphérique en termes de valeur économique, mais un composant central de la production des richesses) et cette idée qui considère la culture comme une « baguette magique » susceptible de provoquer d'énormes plus-values susceptibles à leur tour d'avoir une incidence sur le développement⁷. Un usage qui, dans son intense répétition, et en l'absence de respect d'une logique culturelle spécifique, crée le risque de finir par se convertir en un abus qui, en fin de compte, remet en cause la possibilité d'un cercle vertueux : la culture génère des plus-values capitalisables au nom

du développement économique, urbain et social ; mais sans les bénéfices de ce développement, elles ne sont pas réinvesties en rétroalimentant le sous-système du culturel, le cercle vertueux se convertit alors en cercle vicieux et le développement devient non durable.

Il est évident que la culture, convertie en matière première et combustible primordial pour la nouvelle économie, se comporte différemment des ressources de base, d'origine naturelle et qui étaient nécessaires à la révolution industrielle. Face à ce qui se passe avec le charbon, le pétrole ou l'acier, l'imagination ne s'épuise pas, même si elle est exploitée à l'extrême, bien au contraire. Mais de la même façon que, vers la moitié du XX^{ème} siècle, l'exploitation à outrance des ressources naturelles au cours des cent dernières années, avec l'apparition de problèmes mondiaux comme la pollution tout d'abord puis le réchauffement global ou le trou dans la couche d'ozone par la suite, ont fait surgir une nouvelle conscience face à l'épuisement des ressources naturelles et la nécessité pour l'espèce humaine d'un respect plus important dans sa relation à l'environnement et à son milieu, sans doute l'un des grands défis de l'humanité du XXI^{ème} siècle sera la création de cette nouvelle conscience et un plus grand respect envers la seconde sphère de son existence : la sphère du culturel. Faute de quoi, l'emploi répété de la culture comme limitée, en faisant abstraction de toute logique propre au culturel, peut finir par être un facteur décisif dans le mauvais développement. D'une certaine façon, cette idée constitue la base de mouvements comme celui à l'origine de l'Agenda 21 de la culture.

En conséquence, avec le changement de siècle et de millénaire, les politiques pour la culture ont intégré d'autres contextes de référence et d'autres logiques : d'une conception de la culture comme facteur de développement, elles ont évolué vers la prise en compte d'une nécessité de prêter attention également au développement culturel, d'où émerge peu à peu la question de la durabilité⁸. Un terme qui, entre autres choses, met l'accent sur l'interdépendance entre les systèmes humains, naturels et culturels⁹, intègre la notion de futur et nous oblige à manifester notre engagement envers

les générations à venir, également du point de vue de la culture. Au cours des dernières années, ce nouveau contexte fait l'objet de diverses déclinaisons qui se complètent :

- Approche depuis une perspective de la diversité. Le débat sur la nécessité d'avancer vers une « exception culturelle » nécessaire qui ôte de la culture la logique inexorable des échanges commerciaux dans un contexte de globalisation avancée commence à se faire remarquer par l'opinion publique internationale depuis la fin des années 90. Bien qu'étant la cause fondamentale des pays de la francophonie, la question de la diversité se globalise à travers l'UNESCO et devient le noyau de la Déclaration sur la diversité culturelle (approuvée en 2001) et ensuite de la Convention sur la diversité culturelle dans les échanges artistiques et culturels (approuvée par l'UNESCO en 2005)¹⁰. Les biens et services culturels possèdent une double nature, sociale et économique, ce qui les empêche de n'être considérés que comme des marchandises. La Convention, approuvée par une large majorité au sein de l'UNESCO et souscrite aujourd'hui par plus de cent états dans le monde, est un texte normatif visant à freiner la prolifération irrésistible des produits culturels, majoritairement médiatiques, des cultures hégémoniques à cheval sur les traités de libre commerce à caractère bi ou multilatéral, en plus d'établir des directives fondamentales pour des sujets comme la mobilité artistique ou la coopération culturelle.

- Approche depuis l'optique des trois sous-systèmes normatifs : la loi, la morale et la culture. Bogotá, une ville qui a été l'une des plus violentes du monde, a mis en place certains essais remarquables liés à l'utilisation de la culture dans les processus de pacification sociale et l'éradication de la violence. Le philosophe d'origine lituanienne Antanas Mockus, maire de Bogotá, a développé à deux occasions un programme de « culture citoyenne » qui, pour résumer, se base sur l'articulation de trois systèmes qui régulent l'interaction sociale de la société civile : la loi, la morale et la culture. Sans la culture, la loi et la morale, il est impossible d'obtenir de résultat. Tuer est interdit, et tuer est également un péché. Mais sans l'engagement collectif, qui est culturel, en faveur de la vie et de la non-violence, la baisse de la

mortalité n'atteint pas un niveau acceptable¹¹.

- Enfin, approche depuis la logique de la durabilité proprement dite. Ici, l'exemple le plus probant est sans aucun doute celui de la culture conçue comme le quatrième pilier de la durabilité, comme elle est envisagée dans le cadre de l'Agenda 21 de la culture. Selon l'australien Jon Hawkes, à l'origine de l'idée du quatrième pilier, le paradigme traditionnel de la durabilité se base sur un triangle : social, économique et environnemental, domaines de l'action politique qui sont apparus successivement au cours des 150 dernières années. Mais actuellement, il s'agit d'un modèle incomplet car la culture n'est plus seulement un catalyseur pour le développement des trois piliers traditionnels, elle constitue également un nouveau pilier (le quatrième) qui complète et donne plus de sens au paradigme : sans le développement culturel, le développement n'est pas durable ou il est incomplet¹².

Le dialogue entre culture et durabilité s'établit à différents niveaux et est soumis à des lectures diverses. Une première lecture, probablement la plus réductrice, tend à comparer la durabilité culturelle à la viabilité économique (un projet est durable s'il est capable de se financer). Il est important de considérer, en second lieu, ce que l'on peut appeler l'impact environnemental de l'action culturelle ; tout événement artistique peut être mesuré ou évalué selon l'impact qu'il provoque, consommation de ressources, empreinte carbone, etc. La troisième lecture concerne la considération de la pensée écologique comme faisant partie de la culture. Enfin, la quatrième relation, peut-être la plus profonde, part de la considération de la culture comme un écosystème, et envisage sa relation, en termes de durabilité, avec l'écosystème naturel et avec elle-même.

Si nous nous accordons à dire que la culture est plus qu'un simple catalyseur des processus de développement, et que la conception du développement en termes de durabilité implique de considérer la culture comme un de ses piliers fondamentaux (avec le développement environnemental, le développement social et le développement productif), nous envisagerons alors

très vite la relation de la culture avec les agendas de développement existants, à l'échelle mondiale¹³. Cette relation, basée sur le principe d'interdépendance entre les écosystèmes humains et naturels¹⁴, est passée totalement inaperçue lors de l'élaboration de l'Agenda du développement durable (Rio de Janeiro, 1992), où on ne fait que référence à la culture des peuples indigènes, tout comme par la suite avec « Rio+10 », conférence célébrée à Johannesburg en 2002, où a eu lieu une table ronde sur la biodiversité versus la diversité culturelle avec la participation de la France, du Mozambique et de l'UNESCO. En parallèle, le processus de définition à partir de l'an 2000 de certains Objectifs du millénaire pour le développement de la part de tous les organismes du système des Nations-Unies et une bonne partie des pays membres, ne prend pas non plus en considération la culture avec l'importance qui lui est due ; circonstance par la suite rectifiée car à la fin de 2010, au cours du processus de constitution d'un Fonds pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, grâce en grande partie à l'apport de la coopération espagnole, un volet thématique est établi sur « Culture et développement », dont le but est de financer des projets qui soient capables de démontrer comment le patrimoine et la créativité peuvent contribuer à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. Cette initiative, dotée de 96 millions de dollars, a permis d'implanter en 4 ans 18 programmes avec plus de 8 millions de bénéficiaires et l'implication transversale de 12 agences du système des Nations-Unies. Il est important de citer également, à propos de la conférence « Rio+20 », célébrée au Brésil en 2012, la tenue d'un séminaire « Culture et développement », qui a compté, parmi d'autres apports importants, avec la contribution de la Commission culturelle de Cités et Gouvernements Locaux Unis.

En ce qui concerne la position de l'UNESCO, il faut souligner l'importance de la Conférence « La Culture: clé du développement durable », célébrée à Hangzhou (Chine) au cours du mois de juin 2013. Il s'agit de la troisième grande réunion intergouvernementale dans l'histoire de l'UNESCO, après Mexico en 1982 et Stockholm en 1998. Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO, a souligné

au cours de la présentation de la déclaration finale que : « la culture est justement ce qui rend possible la durabilité, dans la mesure où elle constitue une des principales sources de force, valeurs, cohésion sociale, estime de soi et participation », en réclamant lors du processus de révision des Objectifs du millénaire pour le développement, qui doit culminer l'année prochaine en 2015, que la culture occupe la place qu'elle mérite.

Pour conclure, il convient d'indiquer que dans ce dialogue à échelle mondiale entre la durabilité et la culture, sans doute sinueux et complexe, l'alliance de Cités et Gouvernements Locaux Unis et donc de l'Agenda 21 de la culture, avec trois autres organisations internationales, à savoir : l'IFACCA (Fédération internationale de conseils des arts et agences culturelles), la Fédération internationale de coalitions pour la diversité culturelle et la CAE (Culture Action Europe, grand « réseau des réseaux » à échelle européenne), entreprend une action importante et inédite de lobbying ayant pour but de resituer l'importance de la culture au sein des grands débats au niveau mondial (Réunion d'ECOSOC des Nations-Unies à Genève en juillet 2013, Forum urbain mondial à Medellín en avril 2014, Conférence Habitat III en 2016) concernant les nouvelles perspectives du développement durable dans le contexte du nouvel agenda pour le développement post-2015.¹⁵

1 Président d'Interarts, fondation spécialisée dans la coopération culturelle internationale, et Conseiller des Relations Culturelles de la Diputacio de Barcelone. Fait partie du Comité exécutif du réseau espagnol de la Fondation Anna Lindh.

2 Voir BREY, A., INNERARITY y G. MAYOS, G. (2009), La sociedad de la ignorancia y otros ensayos, Barcelone, Zero Factory, 2009.

3 Voir le travail déjà considéré comme classique de 1966 de W.Baumol et W.Bowen Performing Arts, The Economic Dilemma, que l'on a l'habitude de considérer comme le fondement d'une nouvelle discipline, l'économie de la culture.

4 Voir <http://unesdoc.unesco.org/images/0005/000525/052505sb.pdf> (en espagnol)

5 Voir <http://unesdoc.unesco.org/images/0010/001016/101651e.pdf> (en anglais), <http://unesdoc.unesco.org/images/0010/001055/105586fo.pdf> (version condensée en français)

6 Voir <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001139/113935eo.pdf> (en anglais)

7 Voir George Yúdice, El recurso de la cultura: Usos de la cultura en la era global, Gedisa, Barcelone, 2003.

8 Tout au long de ce texte, nous choisissons explicitement d'utiliser le terme de « durabilité » plutôt que de « soutenabilité », autre option possible, selon le rapport Brundtland : Notre avenir à tous (1987).

9 Voir l'article de Amareswar Galla : Comment localiser la culture dans le développement durable, publié dans le rapport Culture, gouvernements locaux et objectifs du millénaire pour le développement, CGLU, Barcelone.

10 Voir <http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/cultural-diversity/diversity-of-cultural-expressions/the-convention/convention-text/>

11 Voir <http://www.iadb.org/wmsfiles/products/publications/documents/362225.pdf> (en espagnol)

12 Voir [http://www.culturaldevelopment.net.au/community/Downloads/HawkesJon\(2001\)TheFourthPillarOfSustainability.pdf](http://www.culturaldevelopment.net.au/community/Downloads/HawkesJon(2001)TheFourthPillarOfSustainability.pdf) (en anglais)

13 Voir, à cet égard, les travaux de David Throsby, Culture, Economics and Sustainability dans le Journal of Cultural Economics (2005) et La Place de la culture dans le développement durable : réflexions sur la future mise en œuvre de l'article 13, UNESCO (2008).

14 Voir l'article précédemment cité du Dr. Amareswar Galla.

15 Voir, à cet égard, le document commun La Culture comme objectif dans l'Agenda de Développement Post-2015 sur notre site <http://www.agenda21culture.net/index.php/fr/>